

Subsides

gens étrangers au monde de l'entreprise ne comprennent pas les questions de liquidités et de rendement de l'investissement, de sorte que ce thème a été très populaire. La question n'était pas facile à discuter dans le feu de la campagne et les conservateurs ne nous ont pas fait beaucoup d'opposition à ce sujet parce que, me semble-t-il, beaucoup d'entre eux sont au courant des difficultés des entreprises.

Dans l'article du *Financial Post*, on lit ceci:

Cet opportunisme grossier des conservateurs risquait de mettre les libéraux en valeur . . .

C'est cet opportunisme grossier que nous retrouvons aujourd'hui. Dans le même article, on trouve encore ceci:

Jusqu'ici, il ne s'est pas montré terriblement convaincant quant à la supériorité de son programme, et certainement pas assez pour persuader de nombreuses sociétés faisant face à l'actuel climat d'indécision.

M. Stanfield: Qui est à blâmer pour l'actuel climat d'indécision?

M. Danson: Nous sommes tout à fait prêts à bouger. Je pense que nous sommes victimes de divers inconvénients de l'indécision. Je ne prétends pas que nous ayons tout fait à la perfection, mais nous sommes disposés à agir et à surmonter l'indécision. J'ai le plus grand respect pour mon honorable ami, mais sans doute sait-il que c'est uniquement son acharnement et celui de ses collègues à vouloir prendre nos places qui entraîne ce retard et une motion de ce genre. Je ne saurais croire que des gens expérimentés en affaires et initiés à la finance puissent s'opposer à l'heure actuelle à la réduction de l'impôt sur les sociétés et aux amortissements accélérés. C'est une tactique politique bien qu'elle soit, à mon avis, légitime et que le pays la reconnaisse pour ce qu'elle est. La seule proposition positive et valable dans le discours de mon honorable ami est celle qui avait trait aux petites entreprises—nous pourrions peut-être même trouver une façon de la rendre rentable et de la mettre en application un de ces jours.

La question de la revue de l'imposition des corporations est très importante à ce moment-ci, monsieur l'Orateur. Le leader du Nouveau parti démocratique a fait surgir de sérieux doutes dans l'esprit de tous les Canadiens et je crois que la question devrait être clarifiée. Bien que ceux d'entre nous qui ne croient pas que ce soit là un traitement trop privilégié dans l'ensemble—même s'il y a une parcelle de vérité qui nous laisse tous songeurs . . .

M. Hellyer: Peut-être devriez-vous présenter une réforme fiscale.

M. Danson: Le député de Trinity (M. Hellyer) dit que nous devrions peut-être présenter une réforme fiscale. Je ne suis pas tellement certain que ce soit là la réponse. Nous l'avons essayé il y a quelques années. Nous avons alors essayé de réduire les impôts et il avait été impossible de le faire en douceur. La question d'une réforme fiscale avait soulevé les passions et on s'était rendu compte qu'il était à peu près impossible de se montrer raisonnable et d'étudier les problèmes d'une façon qui nous permettrait de trouver les bonnes solutions. Il y avait, bien sûr, bon nombre d'autres facteurs comme la remise à l'état brut du crédit—en fait, j'ai oublié certaines des expressions. Nous qui avons siégé au comité des finances, du commerce et des questions économiques, avons été soumis à des pressions politiques vraiment rigoureuses . . .

Des voix: Quelle honte!

[M. Danson.]

M. Danson: . . . et nous avons entendu tous les arguments concernant l'imposition sur les revenus des corporations, arguments bien préparés, bien financés et accompagnés d'excellents mémoires. Je regrette que nous n'ayons pas pu voir davantage l'autre côté de la médaille. Je ne crois pas que les entreprises cherchent un traitement trop privilégié; elles cherchent un traitement juste et ce qui est nécessaire pour maintenir l'économie. Nous avons des vues différentes de celles du Nouveau parti démocratique sur ce qui maintient l'économie. Je ne m'oppose pas en tout au socialisme, mais je ne crois pas que ce soit là la bonne façon. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas une enquête par un comité parlementaire qui serait soumis aux mêmes pressions que nous avons subies pendant la réforme fiscale, mais un organisme indépendant—j'hésite beaucoup à dire commission royale ou groupe de travail—mais des gens qui sont assez compétents et respectés dans le domaine pour faire une deuxième étude sur les impôts des corporations.

La question a été soulevée et elle a reçu une réponse. Pourtant je pense qu'il faut donner des éclaircissements. En tant qu'homme d'affaires, je veux des éclaircissements—avoir une part des avantages fiscaux ne m'intéresse pas; ce qui m'intéresse, c'est faire un travail, créer une entreprise pour ma famille et mon pays et par là même, gagner de l'argent. L'argent n'est pas le facteur de motivation; c'est cependant la seule mesure qui existe et elle n'est pas mauvaise—je préfère l'avoir plutôt que de ne pas l'avoir—mais, après un certain niveau, ce n'est pas le premier facteur de motivation des gens.

La question de surveillance du dégrèvement des sociétés et de la déduction pour amortissement est un autre domaine. C'est très important, à mon sens, bien que je n'aime pas l'idée de surveiller quelqu'un. Nous devons pourtant savoir, de façon régulière, ce qui s'est passé. Dans cet article, le *Financial Post* suggérait que deux années n'étaient peut-être pas suffisantes pour obtenir toutes les réponses. A mon avis, pourtant, nous pouvons entretenir des relations assez étroites avec le secteur privé et obtenir sa collaboration. Je ne vois pas pourquoi un homme d'affaires qui fait un placement susceptible de dépréciation accélérée ne le signalerait pas au ministère des Finances. Cela donnerait au gouvernement la possibilité de voir comment ces décisions sont prises. Bien sûr, je ne puis garantir que tous les hommes d'affaires donneront une réponse honnête. Néanmoins, en adoptant le processus proposé nous aurons un meilleur aperçu de ce qui se passe à cet égard.

• (1740)

Bien entendu, nous devons maintenir le nombre d'emplois actuels, augmenter les postes et la production sinon nous aurons des difficultés. La proposition que je vais faire est probablement dangereuse; je pense qu'il est plus important de maintenir un niveau élevé de productivité et de concurrence sur les marchés d'exportation et d'importation que de se contenter de créer des emplois. Si l'économie est saine, nous pouvons construire une société riche. Nous savons tous dans quelle voie nous nous dirigeons. La semaine de travail sera plus courte; les gens auront plus de loisirs. Ils auront besoin d'une plus grande formation et de recyclage s'ils tirent parti des bénéfices que cela leur apportera. Si nous perdons notre esprit de concurrence dans le monde, nous perdrons tout et ne pourrions pas survivre.

M. Hellyer: Changez le gouvernement et nous aurons une garantie dans ces deux domaines.